

Le Couac

Un drôle d'oiseau

Vol. 4 • n° 6

Mars 2001

3,00\$



Les autruches

En 1970, selon la Commission royale sur les quotidiens, la commission Davey, 50,8 % des quotidiens francophones au Canada, des quotidiens du Québec essentiellement, étaient indépendants. Dix ans plus tard, une autre Commission royale, la commission Kent, constate que cette part a chuté à 10 % du tirage global de la presse quotidienne québécoise. Aujourd'hui, la situation s'est encore aggravée.

L'Empire Power Corporation contrôle désormais plus de 50 % du tirage des quotidiens québécois. Quebecor World suit de près avec 44 %. Seul indépendant, *Le Devoir* compte pour moins de 5 % du tirage global. Et pourtant, Alain Dubuc, l'éditorialiste en chef de *La Presse*, a une fois de plus senti le besoin de se dresser sur ses ergots pour soutenir que l'intégrité du fleuron de Power Corporation est menacée en partie par *Le Devoir*...

Avec la finesse qu'on lui connaît, ce monsieur Dubuc monte aux barricades pour chasser le spectre qu'un éventuel fonds de soutien aux médias indépendants ferait planer sur *La Presse*. Indignation d'Alain Dubuc dans *La Presse* du samedi 24 février: «Cela créerait une situation tout à fait anormale que l'on ne retrouve dans aucun autre secteur d'activité.» On touche-là l'essentiel du problème. Pour ces gens-là, l'information c'est comme n'importe quel secteur économique: un moyen comme un autre de gagner de l'argent.

Dans son mémoire présenté à la commission de la culture, l'ancien patron de *L'actualité*, Jean Paré, développe d'ailleurs ce même point de vue. Pour Paré, tout comme pour Dubuc, le mouvement vers la concentration des médias est nécessaire et la disparition de la presse indépendante n'a d'autres responsables que les indépendants eux-mêmes puisqu'ils se refusent à emboîter le pas au mouvement naturel de la concentration. Belle logique circulaire.

En vertu de l'argent, explique Paré, mais pour le bien public, il faut que les médias fusionnent. «L'argent permet une meilleure

information», explique-t-il, parce qu'il offre des moyens. Or le fait est que l'argent, but en soi et vocation moderne des médias, appelle surtout l'argent. La liberté des points de vue est d'ordinaire reléguée loin derrière.

Les faits qui concourent à le démontrer sont légion. Une analyse du *Vancouver Sun* a montré que les articles favorables aux activités de Black sont passés de 7 % avant l'achat par Black à 52 % après. Chez Quebecor, le syndicat a mis la main sur des notes internes faisant état d'une volonté de la direction de promouvoir TOS, chaîne de télévision propriété de Quebecor par l'entremise de

Les défenseurs de la concentration des médias posent l'information comme réductible à la liberté de la consommer à l'égal de tout autre produit manufacturé.

contenu rédactionnel du *Journal de Montréal*. Et à *La Presse* de Power, on se souviendra que la journaliste Chantal Hébert a dû quitter précipitamment le quotidien après avoir rédigé un article sur Jean Chrétien qui déplaisait à junior Desmarais, beau-fils du premier ministre. André Pratte, journaliste au même quotidien, avait pour sa part été évincé quelque temps auparavant d'une chronique pour des raisons similaires. Dans la balance, ce cas ne compte guère, il est vrai, puisqu'André Pratte a su depuis faire amende honorable: il trône désormais à l'occasion en page éditoriale, aux côtés des Agnès Gruda, Mario Roy, Pierre Gravel et autres joyeux lurons dont le chef, Alain Dubuc, tient à souligner la belle diversité des points de vue dans son remarquable morceau du 24 février.

Les défenseurs de la concentration des médias posent l'information comme réductible à la liberté de la consommer à l'égal de tout autre produit manufacturé. La nouvelle liberté de cette presse est celle de pouvoir transformer une nouvelle en produit de vente.

Parlant d'argent alors qu'ils parlent d'autre chose, ils croient défendre l'information du public mais ne défendent que le droit de commerce dans sa forme sa plus bête, celle de faire des sous. Aveuglés par des impératifs financiers, ils vont même jusqu'à s'aveugler sur la

réalité. Ainsi Jean Paré s'insurge-t-il contre un État qui voudrait légiférer sur la concentration des médias. «Imaginez, écrit-il, un État qui interviendrait dans le monde du livre». M. Paré devrait savoir qu'au Canada l'État québécois tout autant que l'État canadien intervient dans ce milieu et que c'est à cette seule condition, précisément, qu'une littérature originale et diversifiée a pu prendre son envol depuis les années 1960.

Aux journaux qui ne reproduisent pas cette illusion de liberté qu'est la consommation des illusions économiques, Dubuc et tutti quanti les accusent d'être responsables de leur échec alors que c'est bien le mode pervers sur lequel on a enligné les pratiques médiatiques qui en est le principal responsable.

En d'autres termes, tous les Jean Paré et les Alain Dubuc rationalisent la servilité aux intérêts commerciaux au nom du réalisme qu'imposerait la situation «naturelle» qui est celle des médias aujourd'hui.

Le gouvernement a annoncé d'entrée de jeu que la commission sur la concentration des médias ne changerait strictement rien à cette situation de domination qu'il a avalisée. On sort dans la rue lorsqu'un journaliste, Michel Auger en l'occurrence, se fait tirer dessus par un truand, mais on se presse dans une salle coussinée du parlement lorsque, à défaut de prendre la mesure du réel, on décide plutôt de contribuer par notre passivité à fortifier les puissances qui garantissent d'aller jusqu'au bout dans la démesure qu'ils ont enclenchée.

Si, au lieu de se complaire dans les bonnes manières policées de telles commissions bidons, les journalistes prenaient vraiment la mesure de ce qui se passe, ils exploseraient plutôt de colère.

Qui livre la bataille du présent? Devant l'inadmissible, on se contente de se bercer des espoirs de l'avenir. Un fonds de soutien aux médias indépendants? La hauteur des espérances est toujours à hauteur du désespoir que fait peser le présent. On fait le jeu, en somme, du système en place. L'hypocrisie dont se nourrit le monde des médias est un vice capital de notre temps.

JEAN-FRANÇOIS NADEAU

Un voyou en lutte contre les OGM

Faut-il pendre Martin Petit?

Vous souvenez-vous de Martin Petit, cet étudiant membre d'un commando qui avait collé des étiquettes contre les organismes génétiquement modifiés (OGM) dans un supermarché montréalais? Le Couac s'en souvient d'autant plus que Petit est un de ses collaborateurs régulier. Question de certifier nos préjugés et notre mépris à son égard, nous nous sommes rendus à son procès, les 14 et 15 février derniers.

9 h 30 – Le naïf arrive avec ses témoins «experts» et 1 500 pages de paperasse inutile, c'est-à-dire un «dossier noir des OGM». Ce «dossier noir» révèle les problèmes liés aux OGM mais ils n'ont rien à voir avec les accusations portées contre lui: on l'accuse, imaginez, d'avoir

Bougie, le gérant du supermarché victime du terrible commando. Selon ses dires, les preuves ont été brûlées lors de l'incendie du magasin quatre mois plus tard; ou bien elles ont été envoyées à l'entrepôt ou encore données à des œuvres de charité...

10 h 45 – L'accusé présente un témoin «expert», un dénommé Brewster Kneen, un type sans diplôme, sans cravate, bref un simple citoyen. Bon joueur, le juge l'écoute mais n'accepte pas de le reconnaître à titre de témoin expert. En effet, qu'est-ce qu'un simple citoyen ayant étudié la structure et les organismes d'approbation de la nourriture au Canada depuis plus de 15 ans vient faire dans ce procès?

Petit insiste sur le caractère politique de son arrestation et de son procès.

endommagé deux boîtes de carton. Et ça a beaucoup plus d'importance que tout le reste.

10 h 30 – Six des sept témoins sont sur place. Le gérant du supermarché manque à l'appel. Et l'horaire est trop chargé dans la salle 1.60: le premier juge propose donc le report de l'audience. Mais il semble que Petit a indiqué qu'un de ses témoins avait parcouru plus de 2 500 kilomètres afin d'être présent. Petit s'oppose au report de la cause à une date ultérieure. Dans un élan de générosité incalculable, le système judiciaire acquiesce à la requête de l'écervelé: 14 h 30, salle 1.80.

14 h 30 – Grâce à un nouveau juge et une seconde procureure de la couronne, tout est prêt pour le procès. Enfin, tout, à part la cassette vidéo déposée en preuve par la couronne en début d'après-midi et l'absence du témoin principal, le gérant du supermarché. C'est alors que la deuxième procureure demande un autre ajournement ou le transfert du dossier à un autre procureur à cause de son agenda chargé. Un troisième procureur se saisit de l'affaire et accepte de procéder dans les plus brefs délais.

15 h 45 – Audition d'un policier et d'une policière, celui-là ayant procédé à l'arrestation du dangereux criminel et celle-ci ayant filmé le commando de deux personnes impliqué dans cette affaire. Dans son témoignage, la policière indique qu'elle a vu Petit apposer une étiquette sur deux produits. Elle a aussi clairement expliqué que l'étiquette se déchirait pour ensuite décrire le tort irréparable au bien public commis par Petit: «Les boîtes se déchiraient aussi!». Le vidéo a permis de voir le ridicule militant anti-OGM être conduit hors de l'épicerie menottes aux poignets.

Pas moins d'une vingtaine de produits entassés dans un panier furent filmés. À la demande du juge, la policière n'a pu produire les boîtes vandalisées en preuve.

Le juge a ensuite ajourné le procès et convoqué tout le monde pour le lendemain, 9 h 00.

9 h 00, le 15 février 2001 – Le premier témoin est M. Marc

11 h 00 – Éric Darier, de l'organisation extrémiste Greenpeace, est accepté en tant que «spécialiste en environnement» par le juge. Il explique le cas de 28 militants britanniques accusés d'avoir rasé un champs de maïs expérimental puis acquittés par deux jurys différents.

11 h 15 – Petit fait témoigner Marie-Ève Lamy, couacquoise elle aussi, qui se trouvait à l'extérieur du commerce lors de l'opération. Elle déclare au juge qu'elle n'avait pas d'intention criminelle et que tous les clients à l'extérieur du commerce trouvaient ce déploiement de forces policières démesuré face au geste posé.

11 h 30 – Dernier témoin: Marie-Michelle Poisson. Cette mère de famille respectable n'a pas à faire face à la justice bien qu'elle ait commis le même geste que l'accusé. Madame Poisson! Avec un nom pareil, est-il surprenant qu'elle ait mordu à la propagande des étiquetteurs sauvages! Elle a de son aveu étiqueté quelque 250 produits.

14 h 30 – Martin Petit plaide. Il insiste sur le caractère «politique» de son arrestation et de son procès. Il a même le culot de demander au juge «s'il est normal qu'on ait utilisé les services d'un infiltrateur comme l'indique clairement le journal opérationnel de la police du 22 mai 2000, qu'on ait monopolisé plus de quinze voitures de police et autant d'agents en plus d'une équipe de vidéo dans l'unique but de coincer des citoyennes et citoyens qui collent des étiquettes sur des paquets de biscuits?». D'ordinaire, la police agit ainsi contre le crime organisé. Petit devrait le savoir. Il s'agit ici de protéger notre système démocratique de l'anarchie: rien de moins. Petit termine son plaidoyer par une attaque contre les multinationales de l'alimentation et de l'agriculture.

15 h 00 – Témoignage du procureur de la couronne. Il propose à l'attention des cas d'une rare pertinence, dont celui d'un Ontarien accusé de méfait après avoir arraché un panneau de bois sur une maison abandonnée et barricadée.

Le 27 mars prochain, le juge rendra sa décision. La suite donc dans le prochain numéro du Couac.

LE COUAC



LE 21 FÉVRIER DERNIER, L'INSTITUT CANADIEN DES COMMUNICATIONS A ORGANISÉ UNE ASSEMBLÉE POUR SAVOIR COMMENT LES RELATIONNISTES DES GROSSES COMPAGNIES POURRAIENT MIEUX BAISER LES JOURNALISTES... C'ÉTAIT PAS NÉCESSAIRE!



George « Orwell » Bush

Dans son roman 1984, George Orwell inventait ce merveilleux slogan : « la guerre, c'est la paix » pour se moquer de la propagande politicienne. Mais la réalité rattrape souvent la fiction. George Bush fils, pour justifier son bombardement contre l'Irak, déclara en conférence de presse : « Notre intention est de s'assurer que le monde soit le plus en paix que possible ».

L'éducation organique ?

« Problèmes de moisissures dans les écoles » (La Presse, 31-1). Encore une conséquence de la réforme Legault ?

Exploit

Un sondage EKOS effectué par La Presse et le Toronto Star (La Presse 2-2), révèle que Jean Chrétien profite d'un niveau de popularité rarement égalé au Québec. Selon le sondage, si des élections avaient eu lieu entre le 5 et le 31 janvier dernier, Chrétien aurait récolté 49% des intentions de vote. Impressionnant! C'est presque le double de son quotient intellectuel.

Saint-Lucien

« Bouchard souhaite retourner à la pratique du droit » (La Presse 6-2). Le droit divin ?

Fin stratège

Mario Dumont serait en pleine campagne de recrutement de candidats pour les prochaines élections. C'est du moins ce que l'on peut déduire suite à la lecture du journal Les Actualités d'Asbestos (3-2). En effet, on peut lire dans la pertinente rubrique « En passant » (juste à côté de la rubrique nécrologique) : « Les gens dynamiques et enthousiastes qui ont toujours rêvé d'être mannequin et qui résident dans le comté de Johnson sont invités à [parader] lors d'un défilé qui se tiendra au mois de mai et auquel participera Mario Dumont, chef de l'Action démocratique du Québec ».

Mario Dumont, politicien redoutable, homme de contenu et véritable phénix de la politique-virtuelle a bien compris le rôle des candidats de l'Action Démocratique : être des mannequins sans voix. Il profitera assurément de cet événement prestigieux pour recruter quelques candidats d'envergure et rendre son équipe encore plus redoutable...

Pas de panique!

« Le gouvernement est serein », pouvait-on lire dans Le Devoir (15.02.01), maintenant que les forces de sécurité sont fin prêtes pour le Sommet des Amériques. Le ministre de la Sécurité publique, Serge Ménard, « a indiqué que les 5000 policiers qui seront sur place auront été précédemment entraînés à respecter les droits des manifestants pacifiques [...] ». Rassurant. Jusqu'à présent, on croyait que cela faisait partie intégrante de leur fonction, mais si l'on nous dit qu'il faut un entraînement spécial...

COURRIER DES LECTEURS

Petit traité de laïcité 101 pour Mohamed et ceux qui pensent comme lui

Il fait plaisir à Monsieur le Président de vous écrire à nouveau, cher Mohamed-Etc, pour vous dire que je vous avais bien lu et relu et très bien compris. Mais voici le b-a-ba que vous n'avez pas compris. Lorsque nous disons qu'il faut préserver la laïcité de l'espace public, c'est bien sûr au principe que nous nous référons et non à la situation réelle qui, bien évidemment, est loin de la laïcité dans plusieurs cas. Et c'est justement parce que la laïcité de l'État n'est pas un principe reconnu ni même connu au Québec qu'il faut montrer où devraient être les balises chaque fois que l'occasion se présente afin d'éviter que l'on poursuive collectivement sur la voie du confessionnalisme. Pour être encore plus clair, ce n'est pas parce qu'une série de villes et villages portent des noms de saints chrétiens qu'il faudrait laisser Outremont devenir juive.

Selon vos propos, notre opposition à l'érouv est hérissée d'antisémitisme. Sur ce point, vous rejoignez les curés d'Outremont qui ont perçu notre action contre la récitation de la prière à l'hôtel de ville comme étant dirigée contre les catholiques. Il y a des lois contre le racisme et la propagande haineuse au Canada et j'espère que vous irez jusqu'au bout. Votre réplique bon enfant montre par ailleurs que vous ignorez beaucoup de choses sur les actions et revendications du Mouvement laïque québécois. Monsieur le Président va vous en énumérer quelques unes. La plupart des exemples de confessionnalisme public que vous pourriez citer ont déjà fait l'objet d'interventions de notre part : noms de rues, croix du mont royal entretenue par la Ville de Montréal, crucifix dans les tribunaux et hôtels de ville, prières dans les institutions publiques, diffusion

de la messe à Radio-Canada, assermentation sur la Bible, écoles confessionnelles et j'en passe. Nous avons aussi soutenu le droit à l'avortement et les campagnes internationales d'appui à Salman Rushdie et Taslima Nasreen, deux auteurs aux prises avec la répression fasciste des ayatollahs, dénoncé le jugement permettant le port du turban sikh dans la GRC, et invité à la tolérance à l'égard du hidjab à l'école.

Ces actions n'ont rien d'anti-religieux mais s'avèrent nécessaires pour assurer le minimum de cohésion sociale et le respect des droits fondamentaux de tous. Et il faudrait maintenant laisser faire parce que les ancêtres des pharisiens ne savent pas à quelle époque on vit? Pour tout vous dire et être bref, mon cher... qui déjà?, votre « analyse » c'est pas fort et je comprends votre précaution de l'anonymat.

Quant aux accommodements raisonnables à la sauce multiculturelle sur lesquels vous misez de préférence à la laïcité, eh bien que Dieu vous entende!

Au plaisir,

Daniel Baril, président
Mouvement laïque québécois

Un malaise

Me semble que « Mohammed Smith-Gagnon » commence à étirer le fil indument.

La privatisation même symbolique — et pourquoi pas surtout — de l'espace public n'est-elle pas à réprover ?

Sans niaiser, je ressens un grand malaise quand quelqu'un défend une secte au point de traiter de fasciste ou d'anti-Smith quiconque refuse de lui céder l'espace public. Laisser « Mo » répliquer en répétant stupidement ses arguments qui rappellent les détracteurs de stations de

méto me laisse avec la même désagréable impression que la lecture de La Presse.

Sharon Fillion, Saint-Adolphe

Réplique

Je n'ai pas écrit que Daniel Baril était « antisémite » (ni « fasciste » — mais où diable Sharon Fillion a-t-il lu ce mot dans mon texte) mais bien que d'« autres » pourraient le penser en lisant sa prose. C'est que les images excessives qu'il choisit (un simple fil nommé érouv devient sous la plume de Baril « hérissé de barbelés » délimitant Outremont devenue « ville juive » et « officiellement [?!] reconnue comme territoire juif ») n'aident pas à assurer cette « cohésion sociale » dont D. Baril dit se préoccuper. Ces images n'aident pas non plus à comprendre quel est l'enjeu du débat (un simple fil anonyme, que 99,9% des Outremontais non-hassidim ne distingueront même pas des autres fils qui strient le ciel de Montréal et qui ne changera rien à leur vie [on est loin du débat plus sérieux entourant l'agrandissement d'une synagogue en zone résidentielle dans le Mile-End]). Notons enfin que je n'ai pas écrit que je partageais les valeurs religieuses des hassidim (je suis athée, pour tout vous dire). Enfin, je me sens solidaire de plusieurs autres actions et revendications du Mouvement laïque québécois. Shalom!

Mohamed Smith-Gagnon

Écrivez-nous!

Le Couac publie les commentaires de ses lecteurs. Les textes doivent être courts. Nous apprécions (beaucoup) les disquettes. Pour nous rejoindre, le courrier demeure une bonne façon : Le Couac, 2124 rue Laurier Est, Montréal, H2H 1B9. Télécopieur : (514) 521-5599. Vous pouvez aussi envoyer vos textes à : jfncouac@sympatico.ca



JOURNALISTES!

Vous avez de l'information pour Le Couac?

Vous pouvez nous la communiquer sans crainte. Nous respecterons votre anonymat.

POUR S'ABONNER

Par téléphone : (514) 287-9467

Par la poste: Le Couac

3839, App. B, ST-DOMINIQUE, MONTRÉAL (Québec) H2W 2A2
Adressez votre chèque à : Le Couac.

- Abonnement d'un an : 26\$ + taxes = 29,91\$
- Abonnement de deux ans : 46\$ + taxes = 52,91\$
- Abonnement institutionnel et de soutien : 50\$ + taxes = 57,51\$
- Abonnement de groupe d'un an (10 copies par parution) : 200\$ + taxes = 230,08\$
- Abonnement d'un an à l'étranger : 42\$

Nom _____

Adresse _____

Code postal _____ Téléphone _____

Courriel _____

Le Couac

2124, av. Laurier Est,
Montréal, Québec, H2H 1B9
Téléphone : (514) 521-5499
Télécopieur : (514) 521-5599
Abonnement : (514) 287-9467

Fondateurs : Pierre de Bellefeuille et Jean-François Nadeau

Rédacteur en chef : Jean-François Nadeau

Collaborateurs : Normand Baillargeon, Stéphane Batigne, Victor-Lévy Beaulieu, Pierre de Bellefeuille, Michel Bernard, Marco de Blois, Jacques Bouchard, Thomas Déri, Thierry Discepolo, Bruno Dubuc, Francis Dupuis-Déri, Pierre Falardeau, Marie-Eve Lacasse, Marie-Eve Lamy, François Patenaude, Benoit Perron, Martin Petit, Aude Ribis, Michel Rioux, Pierre Vadeboncoeur, Nadine Vincent

Illustrations : Boris, Charb, Filio, Luc Giard, Luz, Serge Ferrand.

Graphisme : Marguerite Binette

Nous remercions chaleureusement Charlie Hebdo de sa collaboration.

Abonnement et publicité : François Patenaude au (514) 287-9467

ISSN 1480-2074 • N° de publication (Poste Canada) 1213369

Imprimé au Québec





La junte civile

On dirait qu'il ne s'est rien passé. Tout au plus, un accident de parcours. Négociateur émérite, Lucien Bouchard est revenu précipitamment d'Europe, il a rencontré Legault, Landry et Léonard, et tout semble être rentré dans l'ordre. *La Presse* titre à la une: «Bouchard ramène la paix». Curieusement, *Le Devoir*, quant à lui, s'intéresse aux états d'âme du ministre de l'Éducation: «Legault reprend confiance».

En réalité, il s'est passé une chose très grave. Un ministre a rompu la solidarité ministérielle et son geste n'a pas été sanctionné. Au contraire, le chef du gouvernement lui a implicitement mais non moins publiquement donné raison. Apparemment, pour Lucien Bouchard, la solidarité ministérielle n'a pas d'importance, ce ne serait qu'une vieille tradition britannique aujourd'hui dépassée.

Il se trompe. Dans notre régime parlementaire de type britannique, dont les fondements s'inscrivent dans les traditions plus que dans les textes, la solidarité ministérielle est une garantie démocratique indispensable. Elle fonde la légitimité du gouvernement. Celui-ci a pour cœur une équipe issue du parti qui a reçu le mandat de la population. C'est le conseil des ministres. L'exigence de solidarité est une des barrières contre la dictature, c'est-à-dire l'exercice du pouvoir par une seule personne. (En réalité, nous n'en sommes pas loin, à Québec comme à Ottawa. Raison de plus pour réclamer le respect des règles élémentaires.)

La solidarité ministérielle est aussi une barrière contre l'anarchie, non pas l'anarchie libertaire des idéalistes, mais l'anarchie pagailleuse des apprentis-chefs.

Ce qu'il faut comprendre, c'est que Legault, en lançant publiquement un ultimatum au conseil des ministres, s'en est lui-même automatiquement exclu. Autrement dit, le premier ministre n'avait même pas à le démettre. C'était déjà fait. Il pouvait le réintégrer, si c'était sa volonté, mais ne l'a pas fait. S'agit-il d'ignorance ou de mépris des institutions?

Selon l'expression convenue, Legault avait mis son siège en jeu. Autrement dit, il menaçait de démissionner. Ce faisant, il n'innovait pas. René Lévesque a eu recours à ce procédé, à plusieurs reprises, par exemple dans les années 1960 pour persuader Jean Lesage de déclencher des élections sur la nationalisation de l'électricité. Mais cette menace, il la faisait dans le secret du conseil des ministres, donc dans la légitimité. Il ne lançait pas publiquement un ultimatum.

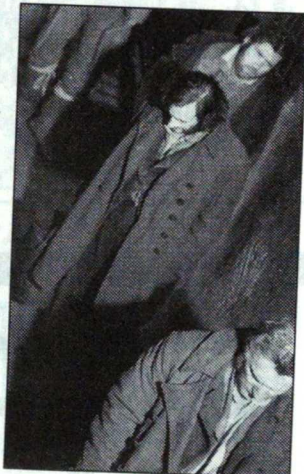
Legault s'est comporté comme un petit potentat erratique. S'il reste ministre, c'est que nous vivons sous le régime des chouchous. D'autres pays ont connu des juntas révolutionnaires ou des juntas militaires. Nous sommes gouvernés par une junte civile.

PIERRE DE BELLEFEUILLE

15 février 1839 Michèle Ouimet, critique averti

«(...) c'est la vision manichéenne de Falardeau qui choque.»

«(...) la vision manichéenne où tous les Anglais sont dépeints comme des salauds et des écoeurants qui ne pensent qu'à écraser les pauvres patriotes sans défense qui croupissent en prison.»



Michèle Ouimet,
La Presse,
31 janvier 2001

La corde attend les condamnés à mort pour le lendemain. Qui va les pendre? L'armée anglaise. Qui a incendié les fermes? L'armée anglaise. Qui poussera ces patriotes sur l'échafaud? Les soldats anglais. Mais qui insulte un soldat anglais? Qui prêche la haine des Anglais? Un Irlandais? Un autre patriote? Mais voyons donc, c'est Falardeau!

On n'est pas en prison. On ne sera pas pendu par des Anglais dans quelques heures. On n'est pas tordu par la peur. On n'étouffe pas dans un cauchemar, on n'étouffera pas plus demain. Qui rage, qui a le goût de tuer, qui crache la haine? C'est un manichéen, c'est Falardeau!

Manichéisme. Madame Ouimet est un beau cas: séparer le discours des patriotes des personnages, le soustraire de la potence et le charger sur Falardeau.

Michèle Ouimet travaille pour *La Presse* et pour sa direction. On peut parler d'un critique averti.

PIERRE VADEBONCEUR

La langue et Alain Dubuc Pont Bridge

Tous ceux qui brûlent du désir de parler le bilinguisme sans accent ou d'écrire le bilinguisme sans faute, liront avec grand intérêt l'interminable éditorial, en huit chapitres, que l'attaché de presse de Power Corporation a publié le mois dernier.

Car pour être attaché, le chien-chien à mononcle Paul, seigneur de Charlevoix, on peut dire qu'il est bien attaché. On le voit faire la belle, au bout de sa laisse, un peu partout dans les médias. Tendu de près, le poil bien lisse, son beau collier et sa grosse médaille bien en évidence, il prêche l'utilisation du bilinguisme au Québec. Un véritable sermon «on the mountain». Du grand Elvis Dubuc. Du très grand Elvis Dubuc.

Son argument massue pour l'utilisation du bilinguisme à Montréal et au Québec? Le multiculturel. Le Québec a changé. Montréal a changé. On est devenu multiculturel, il faut donc parler écrire et penser bilingue. Tu parles, Charles! C'est quoi le rapport? Affichet-on en bilingue à Buenos Aires, une ville pourtant multiculturelle? Travaille-t-on en bilingue à Amsterdam, autre ville multiculturelle? Pense-t-on en bilingue à New York, ville éminemment multiculturelle? Et à Moscou, Londres ou Paris?

La dernière fois qu'on a parlé le bilinguisme à Paris, c'était sous l'occupation. Alors? Alors, rien!

PIERRE FALARDEAU



Nul n'est sensé...

«Nul n'est sensé ignorer la loi», déclarent les juges aux citoyens qui s'excusent d'avoir commis un acte illégal en plaidant qu'ils ne la connaissaient pas. Curieusement, il semblerait que les policiers eux-mêmes ignorent la loi. Le dimanche 4 février, des policiers de la ville de Québec ont en effet arrêté trois citoyens qui distribuait des tracts dénonçant le Sommet des Amériques qui se tiendra à Québec en avril.

Selon le règlement municipal VQC5, les documents qui «expriment une opinion politique ou religieuse» peuvent être distribués dans la rue. L'excuse offerte par Lyne Jacques, porte-parole de la police de Québec: «Les policiers ont agi de bonne foi. Ils n'étaient pas au courant».

Ça promet pour le Sommet où environ cinq mille policiers seront mobilisés pour faire respecter la loi. Mais laquelle? Celle du plus fort, sans doute...

FRANCIS DUPUIS-DÉRI

Miracle?

Lucien Bouchard est sorti de sa rencontre avec le pape en s'aidant de sa canne pour marcher. Le pouvoir papal n'est plus ce qu'il était...

Chrétien-Bouchard, même combat

Lorsque l'ex-premier ministre Lucien Bouchard est allé rejoindre l'équipe Canada en Chine, à la mi-février, il a déclaré aux journalistes qu'il était d'accord avec Jean Chrétien sur la question des droits de l'homme en Chine. On sait que la répression des opposants s'intensifie.

Or l'attitude de Chrétien, en cette matière comme en d'autres, a deux faces. D'une part, il n'ose pas faire la leçon aux Chinois. D'autre part, lorsqu'il parle aux journalistes occidentaux, il fait le fanfaron.

Bouchard est d'accord avec ces deux faces. Les copains d'abord...

PIERRE DE BELLEFEUILLE



Jacques Hébert et le Secret

Avant de mourir, Duplessis, le malin, a joué un fameux tour à trois ou quatre des réformateurs qui l'avaient combattu. De la façon la plus singulière, il les a plus ou moins gardés captifs. Ils allaient rester fixés sur lui, sur sa mémoire, sur ses reliques. Accrochés, empêtrés dans ses idées sommaires. Englués dans son passé, s'en dégageant sans fin, ne s'en dégageant pas. Engueulant toujours le bonhomme, n'en finissant plus. Piégés à jamais, par lui et contre lui comme hier.

Leur pied gauche est resté pris dans sa tombe.

Cela réduit considérablement la disponibilité aux idées nouvelles. Ils n'y ont rien pigé, comme tout le monde le sait.

Ainsi allait enfin tourner l'histoire de *Cité libre*. Aujourd'hui est donc toujours naguère? Demain est donc toujours jadis?

Le défunt tiendrait encore son monde, Jacques Hébert comme les Colombes. Il les forcerait toujours, même mort, à le contester. C'est que, dès 1959, ils lui ont substitué un pantin au long nez pour continuer à lui tirer dessus.

«Séparatisme!», «Duplessis!» répète Hébert aujourd'hui comme autrefois, même s'il n'y a pas de rapport, et cela conditionne tout ce qu'il dit sur Octobre et autres choses.

Le 1^{er} février, par exemple, à la télévision, parlant d'Octobre 70, des Mesures de guerre, des emprisonnements, Jacques Hébert, comme d'habitude libéral mais partisan, candide mais un peu double, a proféré encore quelques pieux mensonges.

Quatre cents arrestations, comme ça, plus ou moins par hasard?...

«Sans listes», précise affirmativement le sénateur Hébert. Sans listes de vrais suspects. Un travail d'amateur, en somme. Au pif.

Il n'y avait pas de listes? Vraiment?

La police, qui était infiltrée partout depuis dix ans, ne connaissait-elle donc rien? Ne savait-elle pas que le groupuscule d'extrémistes n'était rien?

Trudeau, Pelletier, Marchand n'ont rien pu savoir?

Ils ont tapé dans le tas sans s'informer?

Il n'y avait donc pas d'État? Pas de fiches? Pas eu de filatures? Pas de taupes? Pas de rapports?

Trudeau pris par surprise? Alors que des bombes avaient pété dès 1963? La situation n'était donc pas suivie? Pierre Elliott était donc aussi candide que Jacques Hébert?

Il y avait urgence, ajoute celui-ci. Il fallait faire vite.

Naturellement, il y a eu des «erreurs», c'est évident, concède-t-il: «Miron, Pauline Julien, Michel Chartrand et d'autres».

Des erreurs certes, admet-il. Cependant, dans «une vingtaine de cas», il y avait des «raisons», selon son dire.

Vingt cas avec des raisons? Eh bien, reste le solde: trois cent quatre-vingts erreurs!...

Vingt cas sérieux, réellement? Or ni les vingt, ni les trois cent quatre-vingts, personne n'a été déclaré coupable de quoi que ce soit.

En réalité, les victimes de la rafle furent à peu près 450 et non 400.

Cela fait donc quatre cent cinquante «erreurs» sur quatre cent cinquante. Ce n'est pas mal, Hébert.

Donc, s'il y a eu 450 erreurs sur un total de 450 arrestations, c'est sans doute qu'une grande Erreur transcende la totalité de ces petites erreurs. et non seulement les transcende mais également les explique. n'est-ce pas, Jacques Hébert, défenseur de Coffin?

Dans votre narration, cet Élément manque, mon cher.

La logique exige absolument qu'on le trouve. Ou bien, à défaut, qu'on le suppose. Sinon, strictement rien ne tient.

Ce sera pour votre prochaine apparition et il faudrait bien que vous ayez l'Élément manquant dans vos papiers.

Si possible, évidemment, car c'est un secret d'État.

Mais vous ne saviez pas. On ne peut pas tout savoir.

PIERRE VADEBONCOEUR

Abonnez-vous!

Par
téléphone:
(514) 287-9467





Désinformation

Certains médias ont dit que les Américains et le Britanniques ont bombardé Bagdad au début de février 2001. Il s'agit d'une grossière exagération comme on en voit trop souvent dans les médias. En fait, comme l'a dit George W. Bush, il s'agissait simplement d'une « mission de routine pour faire respecter la zone d'exclusion aérienne au sud de l'Irak »...

L'AUBE DE LA MODERNITÉ
IBM TRAQUAIT LES JUIFS

HITLER PORTAIT LA CODE BARRE



Du blé en Irak

Les producteurs de blé canadiens regrettent que Saddam Hussein ait décidé de boycotter leurs produits. Selon Radio Canada, le chef de l'État irakien est « irrité ». Imaginez : Ottawa a seulement accepté sans rien dire les derniers bombardements américains et anglais sur l'Irak et le monsieur est « irrité ».

Sharon démocrate ... et criminel de guerre

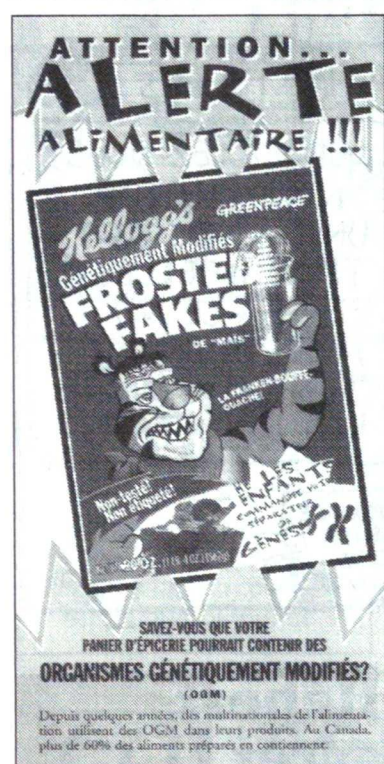
Israël est une démocratie. Lorsqu'on commence un texte par cette phrase, c'est souvent pour sous-entendre que les pays voisins d'Israël n'en sont pas, des démocraties. Et c'est vrai. Avec sa tendance à vouloir trop souvent ressembler à une théocratie, Israël n'est pas une démocratie parfaite, loin de là, mais il faut bien constater que le peuple israélien bénéficie de beaucoup plus de liberté que n'importe quel peuple arabe du coin. Vu de France, vu d'Europe, il vaut mieux être un citoyen israélien en Israël qu'un citoyen irakien en Irak, par exemple. Pour certains, dire qu'Israël est une démocratie suffit à légitimer son attitude envers les pays voisins et surtout envers les Palestiniens. Parce que Israël est un État démocratique, il a forcément raison contre toutes ces dictatures, ces démocraties fan-tôches. Israël est une démocratie, tant mieux pour l'Israélien qui en profite. Mais Israël serait une dictature, ça changerait quoi à la situation dans la région ?

Israël a démocratiquement élu un Premier ministre criminel de guerre. Sharon n'a pas eu à écraser la gueule de son peuple pour arriver au pouvoir, il lui a gentiment demandé de voter pour lui. Tout le monde en Israël connaît le passé de ce boucher. Combien sont-ils à penser que le bonhomme serait plus à sa place dans la cage blindée d'un Tribunal pénal international qu'à la tête d'un pays ? Une extrême minorité. Israël est une démocratie, et alors ? La France, qui a massacré en Algérie, était une démocratie, les États-Unis, qui ont napalmisé le Vietnam, étaient une démocratie, la Russie, qui continue aujourd'hui encore de labourer la Tchétchénie, est une démocratie... Qu'est-ce qui distingue les crimes des démocraties des crimes des dictatures ? Dans une démocratie, théoriquement, c'est le peuple qui est responsable du commencement et de la fin d'un crime d'État. Aujourd'hui, les Israéliens donnent à Sharon la possibilité de mener une guerre plus sanglante contre les Palestiniens que celle que leur a menée Barak. Demain, ce seront encore les Israéliens qui, démocratiquement, mettront, s'ils le veulent, un terme aux exactions légales de Sharon.

Jamais aucun tribunal international mis en place par les plus puissantes démocraties de la planète n'a condamné ni, on peut le craindre, ne condamnera un criminel de guerre démocratiquement élu. Le condamner reviendrait à condamner le peuple qui l'a élu, soutenu et encouragé dans ses crimes, le condamner reviendrait à mettre en cause la démocratie. Un Milosevic qui aurait commis les crimes que l'on connaît mais qui les aurait commis « démocratiquement » n'aurait pas été menacé par la justice mise en place par les autres démocraties. Les démocraties ne peuvent pas critiquer le système qui leur permet de légitimer leurs actions dans le reste du monde. Quand une démocratie intervient militairement à l'extérieur de ses frontières, c'est toujours au nom de la défense de la démocratie et des droits de l'Homme, jamais au nom de ses intérêts financiers ou stratégiques.

Régler le problème palestinien en tirant dans le tas, en affamant et en humiliant, ce n'est peut-être pas ce qu'il y a de mieux à faire, mais si c'est la volonté de la majorité du peuple israélien, alors feu ! La communauté internationale n'interviendra pas parce que Israël est dans le bon camp. Le soulèvement des Palestiniens contre l'oppression coloniale israélienne est, au regard du droit international, légal. Le soulèvement des Israéliens opposés à l'arrivée au pouvoir du fascisto-démocrate Sharon est sans doute illégal, mais il n'en serait pas moins juste et souhaitable. La démocratie n'est pas infaillible. Sharon est une erreur qui doit être corrigée.

CHARB



Alzheimer

Le pape serait atteint d'alzheimer. Il ne se souvient plus de l'Ancien Testament ?

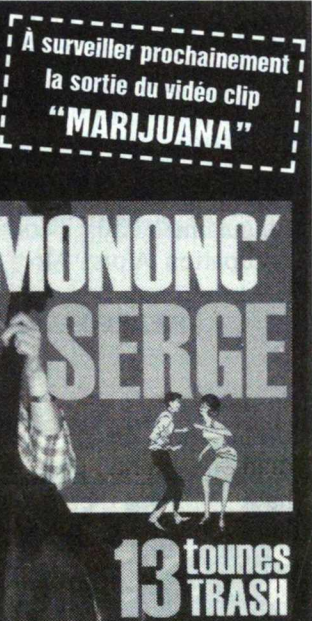
SYNDROME DES BALKANS
PSYCHOSE DANS L'ARMÉE



**Nouvelle supplémentaire
Mononc' Serge
en trio électrique**

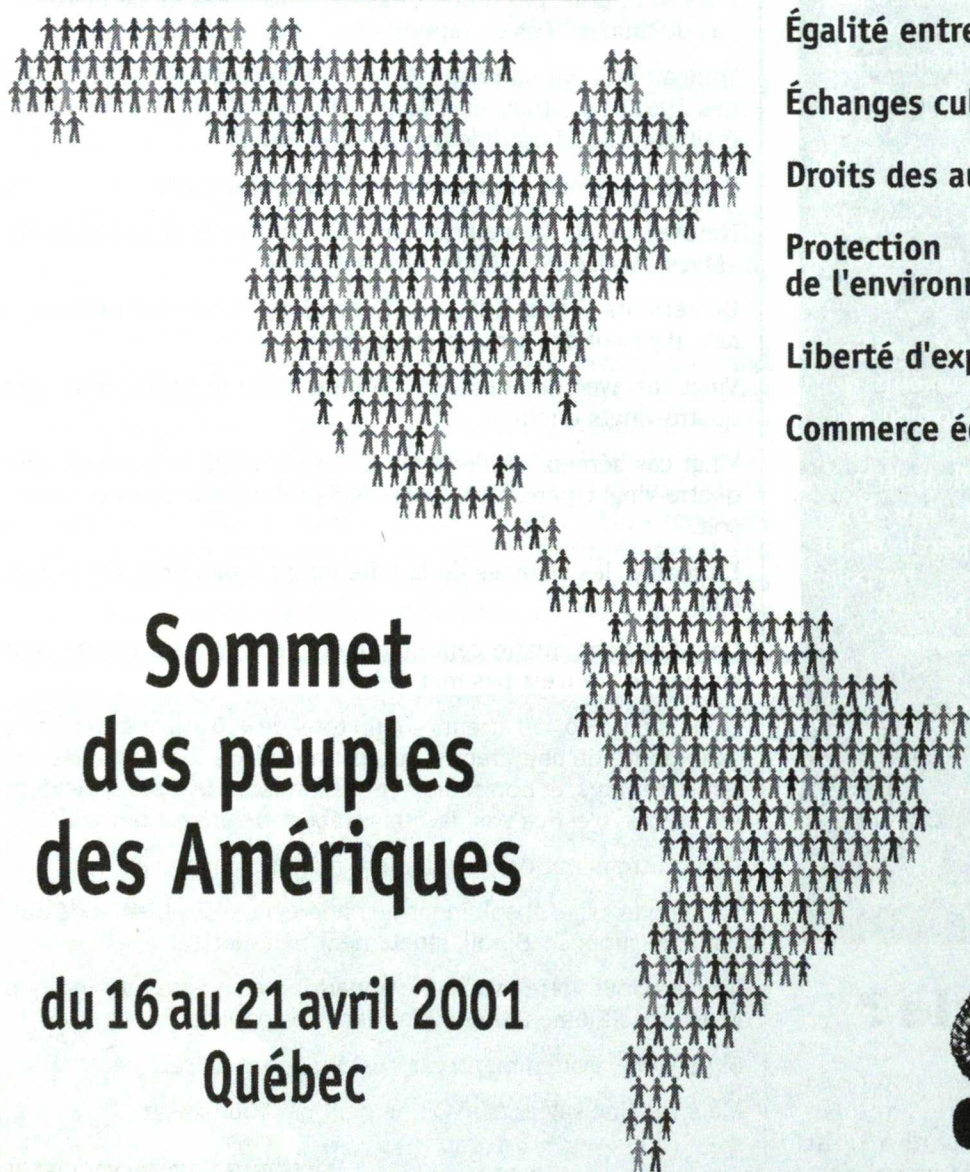
Le vendredi 6 avril 2001, à 21h
AU CABARET DU MUSÉE JUSTE POUR RIRE
2111, rue Saint-Laurent
Tél.: (514) 845-2014
(Billet disponible au Cabaret et Admission)

<http://www.mononc.qc.ca>



BÂTIR ENSEMBLE

DES AMÉRIQUES SOLIDAIRES



**Sommet
des peuples
des Amériques**
du 16 au 21 avril 2001
Québec

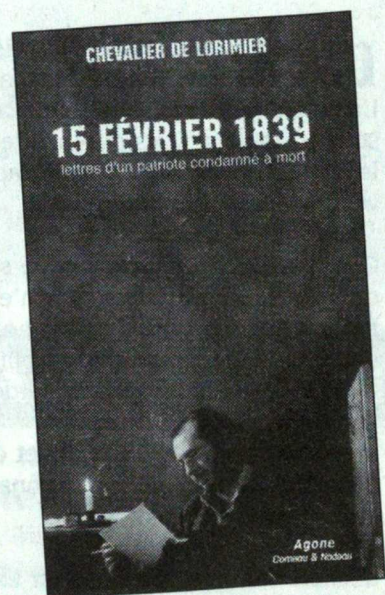
- Développement durable
- Démocratie
- Droits du travail
- Solidarité
- Égalité entre les sexes
- Échanges culturels
- Droits des autochtones
- Protection de l'environnement
- Liberté d'expression
- Commerce équitable



**Chevalier de Lorimier
15 février 1839
lettres d'un patriote
condamné à mort**

«Au-delà des lettres de Chevalier de Lorimier, il y a son combat. Et nous devons apprendre les leçons de l'Histoire pour ne pas répéter les mêmes erreurs.»

Pierre Falardeau



15 février 1839 • 128 pages, 16,95\$ taxe incluse
Bon de commande à nous retourner

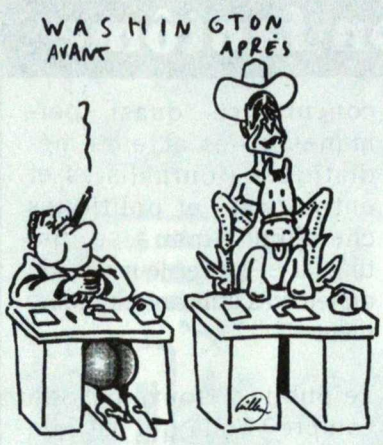
par courrier: COMEAU & NADEAU ÉDITEURS
c.p. 129, succ. de Lorimier, Montréal
(Québec) H2H 1V0

Je règle par: Mandat Chèque

Nom _____
Adresse _____
Code postal _____ Téléphone _____
Courriel _____

En vente dans toutes les librairies, 16,95\$





Grasse présidentielle

Bill Clinton, profitant bien de ses dernières journées comme chef de l'État, a accordé un pardon présidentiel à 146 individus, dont Roger Clinton (demi-frère de Bill, condamné pour trafic de poudre blanche), Susan MacDougal (qui avait refusé de témoigner contre Bill dans une de ses nombreuses affaires judiciaires), trois Juifs hassidiques de New York (ils avaient détourné des millions de dollars prévus pour la construction d'une école talmudique, mais il faut bien consolider l'appui de l'électorat juif à New York où l'épouse de Bill fait de la politique), et Marc Rich (autre escroc multimillionnaire dont l'ex-épouse a généreusement contribué au financement du Parti Démocrate). Ah! Si Jésus-Christ avait été le beau-frère du banquier de Ponce Pilate...

Schizophrénie

Lucien Bouchard qui rencontrait le pape au Vatican a déclaré: « Nous savons que nous représentons les Québécois » et parlant de ses deux fils qui l'accompagnaient, il a ajouté: « Ils représentaient beaucoup d'enfants (...) À travers eux, (le pape) s'adressait à tous les enfants » (La Presse, 06-02). À une autre époque, les schizophrènes se prenaient pour Napoléon ou pour César. Aujourd'hui, ce sont les politiciens un peu fêlés qui se prennent pour le peuple.

Fen Shui

Révolution dans la rénovation. Les sciences occultes orientales entrent chez Réno Dépôt. La publicité prétend que la nouvelle collection de peintures « Fen Shui », Émulsion au lustre léger, « est reconnue pour permettre de faire circuler le Chi dans la pièce. »

C'est Lao-tseu qui introduisit la notion selon laquelle tout repose sur l'alternance permanente du yin et du yang. Ces éléments étant constamment irrigués par l'essence de la vie, le Chi. Toute la doctrine du Fen Shui traite de l'harmonisation de cette polarité, le but de l'application des lois du Fen Shui étant de favoriser la libre circulation du Chi. Pour cette raison, il faut suivre scrupuleusement les recommandations du fabricant. L'adepte du Fen Shui doit s'assurer de mélanger consciencieusement la peinture, avant de l'appliquer le plus uniformément possible. Sinon, tout le yin pourrait se retrouver sur un mur, et tout le yang sur un autre. Ce qui risquerait de perturber gravement le Chi.

Comme disait Confucius: « Tiens-toi après le Chi, j'ôte l'échelle. »

BUSH VEUT INTERDIRE LES AVORTEMENTS TARDIFS



Grandes figures



Jacques Rousseau fut sans conteste l'un des fondateurs les plus prolifiques, l'un des piliers les plus solides de la recherche universitaire et scientifique au Québec au milieu du xx^e siècle.



Pierre Couture et Camille Laverdière
Jacques Rousseau
 La science des livres et des voyages

récit biographique
 176 p. • 15,95 \$

XYZ éditeur, 1781, rue Saint-Hubert, Montréal (Québec) H2L 3Z1
 Téléphone: (514) 525-21-70 • Télécopieur: (514) 525-75-37
 Courriel: xyzed@mblink.net

Le bonheur

Les Tchétchènes sont heureux: février n'ayant que 28 jours, ils ont subi moins longtemps la répression russe le mois dernier.

@Dieu

Enfin, finis les virus informatiques, car « Jean-Paul II envisage de nommer Saint-Isidore de Séville saint patron des internautes et des informaticiens » (Le Figaro, 07-02).

Tant va la cruche à l'eau...

Quand le filin est usé, le filon est épuisé. Proverbe médiatique.

Nathalie Petrowski y allait récemment d'une fine analyse psychologique sur la trame narrative de la récente vague de téléromans inspirés par la série américaine *Sex in the City*, dépeignant « les manies, lubies, névroses et habitudes sexuelles de la célibataire de 30 ans. [...] L'ennui c'est que cinq ans plus tard, le filon (déjà mince au départ) commence à être sérieusement usé. [...] Il y a cinq ans ces aventures apportaient un vent d'audace et de fraîcheur. Aujourd'hui je ne suis pas convaincue qu'il y ait tant de différence entre elles et les *Dames de coeur* de Lise Payette. » (La Presse 01-02-01) Super vite la Nathalie. Il lui aura fallu seulement cinq ans pour réaliser qu'un téléroman américain con sur les célibataires en chaleur de l'an 2000 est aussi con qu'un téléroman québécois con sur les féministes ménopausées des années 80.



Bande de CONSOMMATEURS Manifestations de non-consommation

L'automne dernier, quelques milliers d'étudiants de l'UQAM sont passés quotidiennement devant l'affiche que Bell avait fait placarder sur le mur d'un couloir de métro, à la station Berri-UQAM. « Manifestez-vous! », leur lançait le message publicitaire. Manifester pour quoi? Contre quoi? La réponse apparaissait sur la banderole brandie par un groupe d'étudiants souriants, propres, bien habillés, blancs, bref, superbement positifs. La cause de ces rebelles aseptisés tenait en une adresse internet: « bell.ca/etudiants » ou quelque chose dans ce goût-là. Autrement dit, une multinationale connue et reconnue pour le mépris avec lequel elle traite ses employés (parlez-en aux milliers de téléphonistes écabouillés dans le broyeur de la rationalisation) n'hésitait pas à racoler de nouveaux clients en détournant leur engagement politique, en leur disant que la seule chose pour laquelle il vaille la peine de manifester, c'est un site internet. Plus cynique que cela, on leur a coupé la tête!

Le « message » de Bell n'est heureusement pas resté sans réponse. À la suite de « Manifestez-vous », une main anonyme et malicieuse a ajouté « contre Bell et le capital ». Ce n'est presque rien – une ébauche de révolte –, mais l'intention est là, et elle retourne sans pitié le tuyau d'arrosage en direction de l'arroseur, en ayant l'air de lui crier: « Tu veux me faire manifester, pourri? C'est contre ton insupportable arrogance que je me lève. » Ce n'est

presque rien – un sursaut de lucidité –, mais les milliers d'étudiants de l'UQAM qui sont passés quotidiennement devant cette affiche n'ont pas seulement lu la propagande de Bell mais aussi la réponse d'un des leurs. Si ce moyen d'expression n'était pas interdit, on pourrait presque croire notre démocratie sur la bonne voie.

Les jours suivants, j'ai prêté plus d'attention aux graffiti griffonnés sur les panneaux publicitaires de la ville et j'ai noté les plus sensés. Peut-on imaginer un moyen d'expression plus ingrat? De zélés employés ne tardent jamais à effacer les traces de toute idée subversive qui viendrait pervertir la prose sacrée des annonceurs. Pour cette raison, le recueil de ces « réponses de (non-) consommateurs » tient à la fois du cabinet de curiosités, de l'anthologie engagée, de la sauvegarde de patrimoine en péril et de la lutte contre l'éphémère. Considérez cette première sélection comme un encouragement à m'envoyer vos trouvailles.

• Affiche pour Visa (« Jouez au père Noël »): « Traduction: endettez-vous pour l'amour de vos proches ».

• Affiche pour Poulet frit Kentucky: un délicieux « Venez manger chez moi, bande de caves » que n'aurait pas renié Péloquin et que le graffiteur a accompagné de \$\$ sur les yeux du barbichu pervers.

• Affiche pour La Senza, sur laquelle parade une pitoune en

sous-vêtements roses: « l'm being objectified », puis quelques jours et un nettoyage plus tard, « Fight Patriarchy & Sabotage Sexism ».

• Affiche pour Elita (« L'esprit de la féminité »): « Feed me » en réponse à un corps féminin trop maigre.

Parce que...

Connaissez-vous le kin-ball? Sans doute pas, mais vous n'êtes pas les seuls. La Fédération québécoise de kin-ball a décidé de remédier à cette ignorance navrante en distribuant des dépliants informatifs dans les écoles. On y apprend que « le kin-ball est parmi les 3 disciplines sportives les plus pratiquées en parascolaire au primaire au Québec », qu'il a une « origine québécoise », qu'il « connaît un essor constant depuis 1987 » et que les entraîneurs « offrent des cours de qualité » car ils « ont été formés durant 2 journées et demie ». Avec toutes ces qualités, on ne s'étonne pas que le kin-ball soit « présenté comme sport de démonstration aux jeux du Québec », consécration ultime s'il en est. Le dépliant termine avec cette question brûlante: « Pourquoi le pratiquer? » et ces réponses édifiantes: « Parce que c'est un sport cool! Parce que c'est un sport trippant! Parce que c'est mon sport! Parce que c'est le sport de l'heure! » Besoin d'une autre bonne raison?

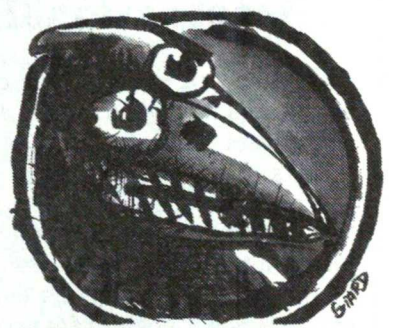
STÉPHANE BATIGNE

TÉ-SHIRTE Le Couac



Un cadeau idéal, surtout si vous allez dans le sud... Tailles: médium, large

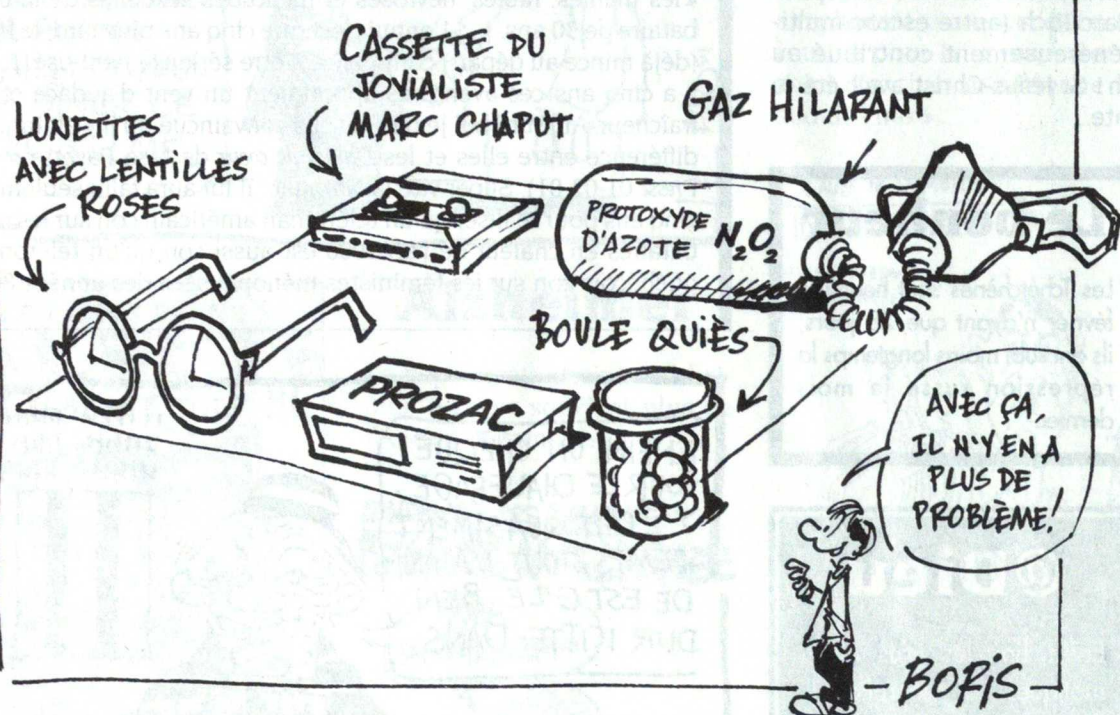
Envoyez un chèque de 15 \$ + 3\$ pour les frais de poste à l'adresse du journal. Quantité limitée.



CISM
89,3 FM

De l'usage immodéré des lunettes roses

LA PETITE PANOPLIE DU PARFAIT OPTIMISTE



Tout porte à croire que la fameuse chanson *Tout va très bien, Madame la marquise*, pourrait bientôt devenir l'hymne national du Québec!

La meilleure illustration de la chose n'est même pas cette série d'articles du docteur Alain Dubuc portant sur la langue française au Québec, dont l'état général, de l'avis du réputé médecin, n'aurait jamais été meilleur. Si certains virent cornichons pour s'être trop shootés au vinaigre, il en est qui virent mâchemallos pour l'avoir trop fait avec du Jell-O. Le bon docteur, homme lige de Power et docile exécutant de leurs oeuvres publiques, avait été précédé dans cette voie ces dernières semaines par de patentes professeurs d'université — les Henripin, Piché, Renaud et autres thuriféraires de ces idées propres à nous endormir.

Ainsi donc, tout va très bien.

En dépit de tous les efforts, qu'on devine immenses du côté des politiciens, qui voudraient bien que les conclusions des États généraux sur la langue et les mesures qui devront être prises ne rendent pas Lucien Bouchard honteux quand il se regardera dans le miroir, des faits ressortent qui montrent qu'on aurait intérêt à ne pas se laisser engourdir par ces charmeurs de serpent qui veulent tellement notre bien.

Il fallait en effet, ce 15 février dernier, entendre les hauts cris de ces travailleuses et travailleurs qui, dans les statistiques, sont réputés travailler si naturellement en français qu'on pourrait en conclure que les sommes consacrées à la francisation le sont en pure perte. Et que cet argent, pourquoi pas, devrait plutôt

être versé en subventions à des multinationales qui pourraient acheter trois fois le Québec. Création d'emplois oblige, on peut supporter que l'anglais soit servi à toutes les sauces, n'est-ce pas. Ces Québécoises et Québécois sont une illustration vivante de ce que les tentatives de francisation des milieux de travail faites entre autres par l'Office de la langue ne sont pas loin d'être un retentissant échec. De l'aveu même, courageux celui-là, du responsable à cet Office de la francisation des entreprises. Pourquoi ces difficultés à franciser? « Parce que les entreprises n'en voient pas la nécessité et ne voient pas d'inconvénients à ne pas le faire... »

Et comme le soulignait dououreusement le vice-président du Syndicat des employés de l'hôpital du Sacré-Coeur, ce n'est ni l'AANB ni la Constitution de 1982 qui sont responsables de la bilinguisation quasi généralisée de cette institution.

Une autre session des États généraux m'avait fait prendre cruellement conscience, quelques semaines plus tôt, de l'énorme responsabilité qui repose sur les épaules des éducatrices en services de garde en matière de maîtrise de la langue.

Au cours d'une même séance, les universitaires ont déploré la piètre qualité du français des étudiants qui arrivaient à leurs institutions en provenance du cégep. Les intervenants des cégeps portaient le même diagnostic sur l'école secondaire, qui s'en prenait de son côté à l'école primaire... Haro donc sur les services de garde puisque tout ce qui vient plus tard ne porte aucune responsabilité.

Par ailleurs, quelques réponses agitées comme des chiffons rouges viennent éclairer la situation et fournir des explications à cette question lancinante et pénible: pourquoi bon dieu le monde ne sait-il plus écrire?

Ainsi, cette haute gradée du MEQ, qui répond qu'il ne faut pas trop mettre de rouge sur une feuille pour y indiquer les fautes: faut pas traumatiser les petits!

Ainsi, cette autre haute gradée du MEQ, qui rétorque à quelqu'un déplorant que dans une composition comptant 600 mots, on dénombrait pas moins de 40 fautes: cela prouve que 560 mots étaient écrits correctement...

Ainsi, et la chose est révélatrice de tout le reste, ce rapport L'Écuyer qui préconisait récemment d'abaisser les exigences pour la diplomation en français au niveau collégial pour que davantage d'élèves obtiennent leur diplôme! Voilà ce qui s'appelle dévaluer soi-même son propre produit. Pensons à ce vendeur de chers qui enlèverait les roues du véhicule pour le vendre moins cher. Tout va très bien, Madame la marquise, mais votre diplôme ne vaut pas le papier sur lequel il est imprimé.

Décidément, on ne sait pas qui a fait main basse sur un fantastique solde de lunettes roses, mais il s'en trouve un peu trop, ces jours-ci, sur le territoire québécois, à voir la vie en rose à travers ce prisme déformant.

Souvenons-nous de Marat, qui écrivit que pour enchaîner les peuples, on commence par les endormir.

MICHEL RIOUX

L'information fantôme

Les comptes rendus des courriéristes parlementaires contiennent fréquemment des informations recueillies auprès de sources « sûres », « bien informées », « près du gouvernement », c'est-à-dire de sources anonymes. Ces manœuvres à la règle déontologique qui « prescrit aux journalistes de citer et d'identifier leurs sources d'information » sont-ils justifiées? Utiles? Qui servent-ils?

Dans cet ouvrage très technique (c'est une thèse de doctorat remaniée) mais néanmoins accessible, Marc-François Bernier, expert en éthique et en déontologie du journalisme, se penche sur cette pratique aux règles floues et tente d'en évaluer la pertinence.

Sa revue de la littérature théorique (surtout américaine) à ce sujet et son étude empirique portant sur la production des courriéristes parlementaires en poste à l'Assemblée nationale du Québec l'amènent à conclure que le fréquent recours aux sources anonymes permet aux journalistes de la colline d'enrichir quantitativement leurs informations, d'obtenir des primeurs, mais rarement de débusquer des scoops mettant des scandales à jour. Les motivations des sources elles-mêmes sont multiples, mais elles relèvent surtout du désir de faire mousser des informations qui autrement auraient peut-être moins d'impact. Dans un univers de

concurrence quasi permanente, les acteurs médiatiques (journalistes et entreprises) et politiques cherchent ainsi à se distinguer et à tirer leur épingle du jeu en s'utilisant mutuellement.

Le public y trouve-t-il son compte? Voilà qui est loin d'être évident. Comment juger de la crédibilité d'une source anonyme et donc de l'information qui en émane? Que reste-t-il de l'imputabilité d'une source qui joue les fantômes? Cette pratique ne risque-t-elle pas d'entraîner une coopération opportuniste entre les acteurs politiques et ceux qui ont pour mandat de les observer au profit du public? L'exigence de véricité au cœur du journalisme n'est-elle pas menacée par ce manque de transparence?

Marc-François Bernier aborde avec précision toutes ces questions et bien d'autres encore qui leur sont connexes. Il ne condamne personne, mais il exprime des inquiétudes qui devraient faire réfléchir tous ceux qui ont à cœur l'idéal démocratique. Un travail salutaire.

LOUIS CORNELIER

Marc-François Bernier, *Les fantômes du parlement. L'utilité des sources anonymes chez les courriéristes parlementaires*, Presses de l'Université Laval, Sainte-Foy, 2000.



Femmes du monde

Arrêtez-vous!

Sur la planète, les femmes accomplissent 2/3 du travail. Elles ne reçoivent pourtant que 5% de la somme totale des salaires. C'est que les 2/3 des travailleuses ne sont pas rémunérées... Et si, ne serait-ce que pour une seule journée, toutes les femmes du monde s'arrêtaient? C'est le pari que des femmes de la Campagne internationale pour un salaire au travail ménager (Londres) ont fait en lançant l'idée d'une Grève mondiale des femmes.

Le 8 mars 2000, des femmes de 65 pays ont participé de différentes façons à la première Grève mondiale des femmes, en protestation aux 800 milliards de dollars consacrés chaque année aux dépenses militaires dans le monde, alors que seulement 80 milliards permettraient de satisfaire les besoins essentiels — eau, installations sanitaires, santé, alimentation, éducation et revenu minimum. Le 8 mars 2001, les femmes de tous les horizons sont invitées à organiser des actions locales pour exiger que « la société investisse dans l'enrichissement de chaque vie plutôt que l'enrichissement de quelques-uns ».

Le fossé entre le salaire des hommes et celui des femmes varie entre 25% et 50% et ne cesse d'augmenter. Aux États-Unis, seul pays riche où les femmes ne reçoivent ni allocations, ni congés de maternité payés, le salaire moyen d'une femme représente en moyenne 73% de celui d'un homme (62% pour les noires et 53% pour latino-américaines). Les multinationales qui font leurs profits sur le dos des femmes du tiers-monde, spécialement dans les zones franches, représentent un des pires responsables de la situation: des 27 millions de travailleurs dans ces zones, 90% sont des femmes. Et puis il y a encore la violence et persécution qu'il faut considérer. Ainsi une Québécoise sur quatre affirme avoir subi depuis l'âge de 16 ans, un acte de violence physique ou sexuelle de la part de son conjoint actuel ou d'un conjoint précédent.

Loin de représenter une véritable remise en question du système capitaliste et patriarcal, la Grève a tout de même le mérite de tenir compte de toutes les femmes, peu importe leur lieu d'origine et leur condition. Et la Grève invite à un exercice de réflexion nécessaire sur la définition socialement acceptée de ce que devrait être le travail salarié. Jetez un œil au site Internet: womenstrike8m@server101.com.

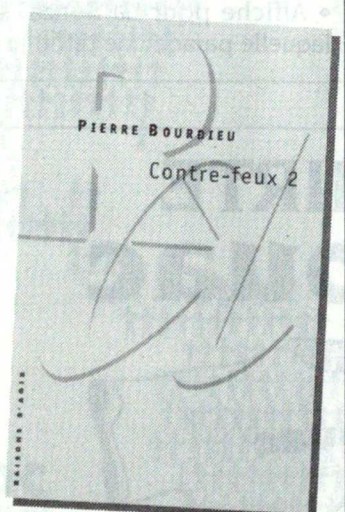
MARIE-EVE LAMY

Pour un mouvement social international

«Ceux qui ont eu la chance de se consacrer à l'étude du monde social ne peuvent rester neutres et indifférents, à l'écart des luttes dont l'avenir de ce monde est l'enjeu.» Tout est dit du choix fait par le plus important des sociologues français. Pierre Bourdieu s'applique encore et toujours à « libérer l'énergie critique enfermée dans les murs de la cité savante » pour que soient enfin conçus, collectivement, avec les militants, les outils d'une lutte urgente contre le capital mondialisé.

Recueil d'interventions publiques à Tokyo, Séoul, Vienne, Zürich et Paris, ce second opuscule de *Contre-feux* s'appuie sur une analyse des victoires de l'idéologie libérale (dérégulation et dépossession économique, recul de l'État social, croissance de l'État pénal, disparition du syndicalisme, grignotage des acquis sociaux, etc.) pour réfléchir à la manière de réintroduire de la politique dans le quotidien et transformer les institutions profondément antidémocratiques qui nous gouvernent pour le seul profit des marchands.

THIERRY DISCEPOLO



On s'en fout!

Montréal accueillera le 11^e Festival international de météo (*La Presse*, 31-1).

L'AFFAIRE DAVE HILTON LA DÉFENSE PIËTINE.



Le petit observatoire des médias La boîte à crétiniser



Je ne m'informe plus à la télé. Depuis longtemps, déjà, j'en suis venu à la conclusion que regarder le téléjournal est au mieux une phénoménale perte de temps. Pensez-y: combien peut-on lire de textes durant la demi-heure que dure le ronron télévisuel? Dans le même laps de temps, combien de mots lus dans un cas pour combien de mots entendus dans l'autre?

Mais ce n'est qu'au mieux que le téléjournal est une phénoménale perte de temps. Quand je l'ai abandonné, il y a des années, j'en étais arrivé, très subjectivement je le reconnais, à la conclusion que ce qui était raconté au téléjournal était trop souvent sans intérêt ou importance; tandis que les choses importantes et intéressantes étaient tues. Je trouvais que la formule du nihilisme philosophique le décrivait plutôt bien: ce qui y est ne doit pas y être; ce qui doit y être n'y est pas. Mais pour les besoins de cette série, n'écoutez que mon courage — il en faut — que j'ai pris à deux mains, j'ai ouvert la télé, à Radio-Canada. C'était le lundi 19 février 2001.

Pour faire sérieux je tenais aussi à la main ma montre (ça fait trois mains vous dites? Ah! bon?), j'avais mis les lunettes de mon papa, moi qui n'en porte pas d'habitude, et revêtu un sareau blanc. Ma blonde est entrée en me demandant ce que je faisais là. J'ai expliqué que je me livrais à une importante étude sur la dangerosité de la télé pour la démocratie. Elle m'a dit que si je me mettais à écouter autre chose que les Simpsons elle s'abonnerait à La Presse et me lirait à haute voix les éditoriaux. J'ai tenu bon. C'est un exercice que je recommande à tout le monde. Seule la montre est indispensable. Les lunettes et le sareau n'ont pas eu l'effet escompté.

Restons-en au niveau des faits. Au téléjournal, ce soir-là, on avait donc ceci. On ouvre sur les clips de ce qui va suivre, ce qui dure environ une minute (Nota Bene: les temps sont valables à plus ou moins 5%). Ce soir on vous parlera de? Roulement de tambour: Trenet est mort (20 secondes); les fusions municipales (7 s); on aura une avalanche en direct (10 s); au Point, on causera des motards (10 s). Premier sujet: Trenet. Topo du présentateur sur Trenet: 26 s. Reportage sur le chanteur: 2 min. 45 s. Retopo sur le même sujet, mais vu du Québec: 15 s. Rereportage sur le même sujet, 2 min. 35 s. Retopo sur Trenet pour dire qu'on en parlera au Point: 25 s. Les 7 premières minutes ont été consacrées à Trenet, qui est mort. Vous ne le saviez pas? Deuxième sujet: un prêt accordé à une auberge dans le comté de Jean Chrétien. Topo, reportage qui montre un courageux journaliste qui attaque S. Day, lui-même pas très propre côté magouilles: 2 min. 30 s en tout. Troisième sujet: les fusions municipales. Topo, reportage, retopo: 2 min. 10 s. Quatrième sujet: le procès des motards criminalisés et la difficulté de choisir les jurés. Topo, reportage: 2 min. C'est le moment de la pub. Non? Si! Il y a de la pub au téléjournal. 2 minutes de pub pour commencer. Les placements en bourse, un char, IBM, un peu de culture, les placements en bourse. Cinquième sujet: un dangereux criminel arrêté. Il habitait chez une dame rencontrée via Internet. Reportage: soyez prudent sur le ouèbe, les cocos. Total: 2 minutes 15 s. Sixième sujet: Nortel est tombé. Mais, reportage, le président de Nortel a

donné une conférence aujourd'hui même, il a rassuré les investisseurs, en voici d'ailleurs un tout rassuré, soyez rassurés. 2 minutes. Septième sujet: Technicolor investit chez nous des millions de dollars, tout plein d'emplois créés. 25 secondes. Huitième sujet: Ottawa va assainir l'air, notre gouvernement œuvre à contrer les émissions de gaz des outures. Dormez en paix citoyens: 20 secondes. Neuvième sujet. Une grève a pris fin: 15 secondes. La météo. Demain il ventera (il me semble que c'était ça). 35 secondes. Au Point, on causera des jurés au procès des motards: 10 s. Repub. Investissez à la bourse. Achetez un char. Investissez donc à la bourse. Un peu de culture. Gnagnagna. 2 min. 30 s. Dixième sujet. On passe à l'international, et on ferme le dossier avec ce seul et unique sujet: les otages ont été libérés au Brésil; des prisonniers sont morts dans la mutinerie. 25 s. Avalanche en Gaspésie. Ça a bardé, on va vous le montrer. 1 min. 40 s.

Le téléjournal est fini. Passons au Point. Topo et reportage sur les jurés au procès des Hells. 7 min. 30 s? Il me semble, je me suis endormi un peu. Rerepub. 2 min. 30 s. L'industrie pharmaceutique vous fait des pilules. Investissez en bourse, z'avez pas encore compris? Rereouverture. Trenet. On ressort 10 minutes d'une entrevue réalisée en 1993. Environ 10 minutes. Rerepub. Rereouverture; pharmacie; informatique; La Fureur. Il est 10 h 40. On passe aux sports et à la météo. Je demande grâce. Ma blonde revient. Heureusement, les Simpsons commencent dans 20 minutes. C'est la télé d'État, ça. Et ils se foutent de nous. 40 minutes d'info entrecoupées de 9 minutes de pub, pour commencer. C'est monstrueux.

Battez-vous. Battons-nous. Disons non à ça. Journalistes, portez un brassard noir. Public, écrivez. Pétitionnons. Pas de pub aux infos. Ensuite, et c'est un fou de chanson et de poésie qui parle, ici, les artistes qui meurent, à la fin du téléjournal. En 30 secondes ou une minute. Il y a d'autres lieux pour ça, à la

télé. Trenet, ce lundi, a eu droit à 17 min. sur 31 (40 moins 9 de pub!) De l'information internationale, aussi. C'est votre rôle. Il se passe des tas de choses dans le monde: racontez-nous; expliquez-nous. Inqualifiable qu'il n'y en ait pas ce soir-là. Surtout, décentrez-vous. Sortez-nous de ce qu'on entend et voit partout. Même lorsque vous abordez des sujets qui doivent l'être, ce qui était le cas avec les jurés ou les affaires Chrétien et Day ce soir-là. Merde avec vos ficelles grosses comme des câbles pour faire du Allô Police ou du Paris Match. Merde aux faits divers. Merde à ici, maintenant, près de nous, à tout ce que tout le monde sait et comprend déjà. Merde à l'immédiat, au vécu. Instruisez-moi. Éduquez-moi. Sortez-moi de moi. Donnez-moi d'autres repères, d'autres manières de voir, d'autres points de vue que celui du président de BCE, par exemple, nom d'une pipe. Aidez-moi à produire du sens. Ne me fourrez pas le nez dans la même merde qu'on me fait renifler partout, sans arrêt.

Ce jour-là, le 19. Une importante conférence s'est tenue sur les pêches. Le message: on est en passe d'épuiser la mer. Le GIEC, de l'ONU, remettait son rapport. Message: le réchauffement planétaire, c'est dramatiquement sérieux. Libre-échange: Ottawa cache toujours les textes. Irak: le Canada appuie les bombardements américains. On est donc complice depuis 10 ans, certains le disent, d'un monstrueux génocide. Et ainsi de suite.

Refusons de laisser une institution qui pourrait avoir une telle importance se situer et se définir dans une logique économique de réponse à une demande: le téléjournal ne peut que s'inscrire dans une logique d'offre culturelle et pédagogique. Mais pour le moment, le téléjournal, ce soir-là, se foutait royalement de nos gueules. Et c'est très dangereux pour la démocratie.

RAYMOND-LA-SCIENCE
baillargeon.normand@uqam.ca

Les lèvres de n'importe qui

Dans *Le cœur complet*, Roger Des Roches a regroupé la poésie et la prose qu'il a écrits de 1974 à 1982. Ce qui fait d'abord l'originalité de son œuvre, c'est qu'il est l'un des très rares poètes québécois contemporains à se passionner pour ce qu'il appelle le corps accessoire, surtout quand ce corps-là s'expérimente par-devers les émotions lui venant de jambes autres, et d'autres cuisses, mêlées de membres, de viscères et de désirs nus dont les ébats profonds redonnent du sens à l'épiderme, dans des mots de chaleur faisant venir le blanc-mange de la jouissance, cette sublimation du banal quotidien, grand désosseur du plaisir charnu et pulpeux:

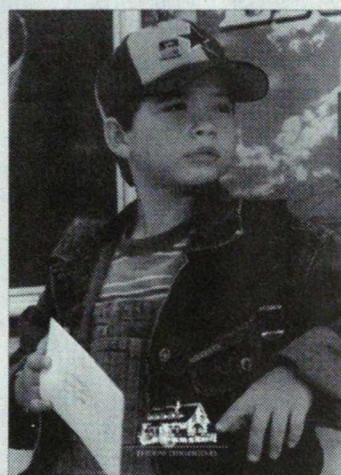
Elle passait tendrement
Elle appuyait sur sa fébrilité
Elle lissait ses cheveux avec ses doigts
Et elle glissait ses doigts par-dessus tout
Elle se représentait ses fesses devant
les yeux d'un autre
Elle se représentait des odeurs pour plus tard
Et sa culotte criait
Elle pensait nous survivrons à la maladie
Elle pensait l'alcool est vivant.

Victor-Lévy Beaulieu

Roger Des Roches, *Le cœur complet*,
Les Herbes rouges, Montréal, 2000.

Aidez Pierre Pettigrew à découvrir ce qu'est vraiment le Québec profond!

Victor-Lévy Beaulieu
Bouscotte
Le goût du beau risque



On annonce du soleil à la fin du voyage
Sylvie Tremblay

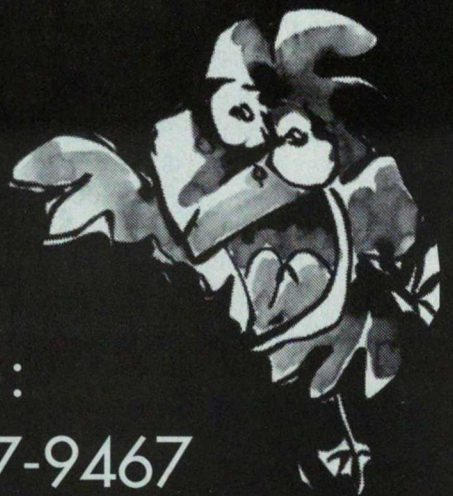
204 pages
24,95 \$

Bouscotte:
Le goût du beau risque
Victor-Lévy Beaulieu
roman • 400 pages
29,95 \$



Abonnez-vous!

Par
téléphone:
(514) 287-9467



Faites-lui lire *Bouscotte* et *On annonce du soleil à la fin du voyage*. Ce n'est peut-être pas fédéraliste, mais éducatif et tripant à mort!

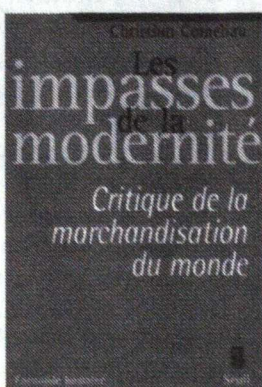
ÉDITIONS TROIS-PISTOLES
Distribution exclusive: Agence de distribution populaire

Les impasses de la modernité

À l'heure de la mondialisation, la machine productiviste lamine à une vitesse débridée toutes les composantes de notre réalité, les reléguant au rang de simples moyens dans un monde qui pâtit de la déchéance de ses idéaux. Loin de nous apporter la liberté, le travail salarié bride les individus en les confinant dans un modèle de société étroit, au-delà duquel on veut nous faire croire qu'il n'y a point de salut. La richesse luxuriante côtoie quant à elle la plus sombre des misères, tandis que l'environnement dont nous tirons nos moyens de subsistance se retrouve au bord de la banqueroute.

Symptomatiques d'une société ayant atteint le seuil du tolérable, ces évolutions dont nous ne voyons pas encore la fin font l'objet de l'analyse profonde et limpide de Christian Comélieu dans son dernier ouvrage intitulé *Les impasses de la modernité*.

Renouant ainsi avec la tradition humaniste, considérations éthiques et observations pratiques se complètent dans le cadre d'une analyse holiste et extrêmement dense des changements en cours. « Dérive sociale », « retour au tragique », sont autant de formules qui qualifient ce type d'évolution dont les composantes, comme



nous le montre l'auteur, sont intimement liées aux caractéristiques d'un modèle capitaliste néo-libéral réductionniste, excluant toute référence à d'autres modes de régulation économique et sociale. Un modèle dont Christian Comélieu

reconnait l'efficacité et la nécessité à maints égards, mais qui débouche sur une triple impasse économique, sociale et écologique dans la mesure où il « prétend faire du marché le fondement unique de sa philosophie et de son organisation, le critère unique de ses actions et de son évolution », accordant une place centrale aux préoccupations d'ordre économique (exprimées en termes de profitabilité, de solvabilité), au détriment de tout autre type de considération (sociale, écologique).

Ainsi, Christian Comélieu nous fournit dans son ouvrage une grille d'analyse exceptionnelle nous permettant de dégager les enjeux majeurs posés par la modernité, qu'ils soient d'ordre économique ou qu'ils relèvent de l'éducation, de la santé, ou encore de la culture. Toutefois, son analyse aurait mérité de pousser plus loin la réflexion sur la nature de l'institution à qui incombe la lourde responsabilité d'une

redéfinition des paradigmes de développement. En effet, à une époque où l'argent est roi, les pouvoirs publics se sont jusqu'à présent bien souvent distingués par leur connivence avec le pouvoir économique. Aussi, les impasses de la modernité, conséquences d'un modèle dogmatique uniformisant et expansionniste, peuvent-elles être perçues comme le reflet ou l'effet, comme dirait Auguste Comte, du déplorable état intellectuel du monde politique qui condamne toute recherche d'alternatives.

Dès lors, le débat politique auquel fait référence Christian Comélieu est-il en mesure de dégager un consensus satisfaisant, apte à réaliser un intérêt général qui ne soit pas un détournement habile d'intérêts particuliers propres au pouvoir? Les pouvoirs publics sont-ils à même de symboliser l'autorité intellectuelle et morale nécessaire à la redéfinition d'un progrès plus harmonieux, combinant préoccupations marchandes, besoins collectifs et exigences écosystémiques, dans le cadre d'un paradigme de développement intégré?

AUDE RIBIS

Christian Comélieu, *Les impasses de la modernité*. Critique de la marchandisation du monde, Paris, Seuil, 2000

Les damnés de la terre

« Nous ne sommes rien sur terre si nous ne sommes d'abord les esclaves d'une cause, de la cause des peuples, la cause de la justice et de la liberté. »

Frantz Fanon

J'ai lu *Les damnés de la terre* de Frantz Fanon il y a plus de trente ans, lors d'un voyage d'études en Martinique, lieu de naissance du grand révolutionnaire algérien. Ce livre est resté gravé dans ma chair et dans mes os.

Dès les premières lignes une émotion intense m'avait saisi à la gorge et au cerveau. J'en tremble encore aujourd'hui. Un livre terrible. Une œuvre majeure. Et pourtant qui parle encore de Fanon aujourd'hui, à part les afro-américains?

Alice Cherbi, une militante algérienne d'origine juive qui a travaillé avec Fanon et partagé son combat pour l'indépendance de l'Algérie, vient d'écrire *Frantz Fanon*, un portrait. Un livre magnifique. Pas du tout la biographie conventionnelle, mais plutôt une présentation de l'homme qu'elle a côtoyé dans le combat quotidien. L'homme et ses idées. Un livre à la hauteur de l'œuvre de l'un des plus grands intellectuels du tiers-monde.

J'apprends qu'en écrivant *Les Damnés de la terre* Fanon se savait condamné, victime de la leucémie. Il remettait son manuscrit à François Maspero, son éditeur, quatre mois avant de mourir. Il recevait les premiers exemplaires imprimés trois jours avant sa mort, le 6 décembre 1961. Il avait trente six ans.

Je comprends mieux aujourd'hui cette émotion qui ne m'a jamais lâché. Je saisis mieux maintenant l'espèce d'urgence dans l'écriture de Fanon, ce feu, cette colère, cette rage derrière chaque mot, chaque ligne, chaque page de ce livre irrecevable. Il y a là toute la fièvre du combat pour la liberté et toute la tension de la lutte contre la mort.

Un très, très, très beau livre portant sur un des penseurs les plus importants de la deuxième moitié du XX^e siècle, même si de petits raisonnements comme Claude Poliquin peuvent écrire le contraire dans leurs livres. Fait chaud, ça pue, pis

on est bien pour ce « licheux de bottes » assis dans sa marde et fier de l'être. Pour cet « Oncle Tom » blanc et ontarien, plaquer les idées anti-colonialistes de Fanon sur la société québécoise relève du non sens et de la malhonnêteté intellectuelle. Non mais tu parles d'un morron. Comme s'il s'agissait de plaquer quoi que ce soit sur notre réalité. Il nous prend vraiment pour des demeurés, ce deux-de-pique, vendeur de bonne-ententisme-passé-date. Sans rien plaquer, se pourrait-il que nous puissions apprendre quelques petites choses sur nous-mêmes en analysant le système colonial français en Algérie, en Martinique ou en Afrique?

Notre situation politique est-elle à ce point unique et spécifique qu'il n'y aurait rien à apprendre de personne sur cette terre? Je crois au contraire que ce passage de l'internationalisme au nationalisme, à effectuer dans les deux sens, ne peut être que bénéfique à la pensée politique québécoise. L'histoire des luttes de libération, partout à travers le monde, ne peut qu'éclairer notre propre combat. Et ce sans jamais rien plaquer.

Nous avons vécu d'abord sous le colonialisme britannique, puis sous le néo-colonialisme canadien. Et nous avons tout à apprendre. Apprendre de notre propre réalité et apprendre à partir de la réalité des autres, de tous les autres. Toujours, tout le temps, les colonialistes et les impérialistes ont développé les mêmes façons de faire. Pourquoi auraient-ils agi différemment ici? De l'air, de l'air, on étouffe. Ouvrons des fenêtres sur le monde, avant qu'il soit trop tard. Ça sent le renfermé.

Et on va nous accuser ensuite de pratiquer le tribalisme et de vouloir nous refermer sur nous-mêmes alors que ces serviteurs du pouvoir n'ont que la petitesse du ghetto franco-ontarien à nous offrir. Cette petitesse du cocu content. La petitesse de la « réserve » franco-québécoise comme projet d'avenir.

Fanon, mon frère. Fanon le Martiniquais, Fanon l'Algérien, Fanon l'Africain. Fanon le Québécois.

PIERRE FALARDEAU

Alice Cherbi, *Frantz Fanon*, Paris, Seuil, 2000.
Claude Poliquin, *Le roman colonial*, Montréal, Boréal, 2000.

Jugement contre l'Harmattan

Un jugement important vient d'être rendu contre les Éditions de l'Harmattan. L'Harmattan a été reconnue coupable par le Tribunal de Grande Instance de Paris d'avoir fait signer des contrats où les droits d'auteurs sont nuls pour les premiers 1000 exemplaires vendus. Le principal plaignant dans cette affaire, M. Ali Benhaddou, s'est vu accorder 10 000 \$ par la cour à titre de dédommagement. Selon le tribunal, tout autre auteur victime du même contrat pourrait obtenir 2 000 \$. Le tribunal déclare aussi que l'éditeur n'a pas fourni de rapport de vente et l'oblige à verser désormais 7% de droits pour les 1000 premiers exemplaires et 10% pour les suivants. Nombre d'universitaires et d'étudiants québécois publient, pratiquement à compte d'auteur, leurs ouvrages à l'enseigne de l'Harmattan. Basée à Paris, l'Harmattan a un bureau d'affaire situé rue Saint-Paul à Montréal. Découragés par les pratiques commerciales de la maison, plusieurs libraires ne tiennent plus les ouvrages de cet éditeur.

Mise à pied chez Grolier

Vendu par Lagardère au géant américain Scholastic il y a quelques mois, les Éditions Grolier, géant de la vente de livres par correspondance, vont centraliser leur distribution à Toronto. Sept personnes, affectées jusqu'ici à l'entrepôt de Montréal, perdent ainsi leur emploi. Les bureaux de Montréal changent aussi d'adresse. Grolier est célèbre au Québec pour les encyclopédies qu'elle y a vendues durant des années.

Du fond de mon arrière-pays

PISSE-DRETTE, PISSE-CROCHE, PISSE-EN-FRISETTE!

Quand ma pensée se traîne, que j'ai le cerveau à marée basse et que j'arrive mal à me désengager du mois de février qui me colle après comme la misère sur le pauvre monde, je me tourne vers Jacques Ferron, je relis des grands bouts du *Ciel de Québec*, des *Contes* ou des *Historiettes*. C'est la meilleure médecine que je connaisse pour me débarrasser de l'hiver de force et me réconcilier avec mon pays devenu déluge de neige. Ce grand cartographe de notre imaginaire que fut Ferron me désabille de ma pesanteur et me redonne le goût de l'écriture.

Imaginez alors ce que devient mon plaisir quand, grâce aux *Cahiers Jacques-Ferron*, je peux me sustenter de plusieurs inédits du père fondateur de notre littérature nationale. À l'enseigne de Lanctôt Éditeur, sont parus il y a peu deux ouvrages pleins de cette substantifique moelle qui fut si chère à l'hénaurme Rabelais: *Textes épars* et *Vous blaguez sûrement*. Dans le premier, on retrouve des textes pour la plupart publiés dans des journaux de peu de tirage ou que Jacques Ferron avait égarés dans ses cartons, des poèmes, des historiettes, des morceaux de polémique ou des esquisses de conférences sur la médecine, la maladie et la mort. *Vous blaguez sûrement* rend compte de la correspondance que Ferron échangea avec le professeur et écrivain François Hébert pendant huit ans, soit dans la période la plus sombre de l'auteur de *Rosaire*, quand il songeait au suicide et, par deux fois, voulut mettre fin à ses jours.

J'ai lu *Textes épars* comme Ferron prétendait consulter la plupart des ouvrages qui lui tombaient sous la main, en commençant par la fin. Je n'ai pas eu à m'en mordre les doigts puisque je suis tombé presque aussitôt sur *Débauche*, un conte du genre de ceux que j'aimerais écrire si j'étais doué pour les courtes histoires. Voyez comment ça commence et de quelle joyeuse musique Ferron savait jouer:

« C'était un petit homme sec, que les ans n'avaient pas cassé; il en avait quatre-vingt-douze bien comptés. Il s'étonnait d'être si vieux, n'ayant jamais rien fait pour le devenir excepté vivre. Encore avait-il vécu de telle façon, à rebours des hygiènes recommandées, qu'il aurait dû être mort depuis longtemps. Il se moquait bien des donneurs de conseils, des faiseurs de morale et des jeteurs de sort: il les avait tous enterrés, du moins ceux de sa génération. Cela, il est vrai, ne le rajeunissait pas. S'il tenait bon, il n'était pas indemne. La vessie lui causait des ennuis: pisse-drette, pisse-croche, pisse-en-frisette, il avait déchu; le braquement ne lui servait à rien; il en était au point où un homme se demande quel avantage il a de faire ça debout. »

Je ne vous dis rien de la suite du conte, sinon que Ferron n'était pas un médecin ordinaire puisque l'écrivain, qui en constituait la meilleure des parts, aimait bien surprendre, quitte à en escamoter l'histoire elle-même. Si après l'avoir lue la chose ne vous convainc pas, lichez-vous les badingouines avec *Le secret*, *Un accouchement réussi* ou *Une sale affaire*, trois histoires pissantes de drôlerie, d'ironie mordante ou d'humour noir.

Vous y ferez la connaissance du curé de Saint-Joseph de Beauce dont Ferron dit: « C'était un homme timide que ce curé. Il n'ouvrait la bouche que pour manger. Un jour, toutefois, il l'ouvrit pour parler, mais le mot ne passa pas. »

Dans *Un accouchement réussi*, Jérémie Darache de Gros-Morne trouve toutes les excuses qu'il faut pour se disculper du fait que sa femme enceinte ne mange pas suffisamment parce qu'il n'est pas trop vaillant sur la besogne: Lui avance-t-on que sa femme maigrit, il répond: « C'est le ventre qui prend tout! », que les yeux lui creusent, il rétorque: « Le nez lui sort d'autant! », qu'elle ne parle plus, il réplique: « C'est qu'elle aime mieux fumer! »

Dans *Une sale affaire*, Ferron condamne déjà (on est en 1954) le sort que la bureaucratie fait aux vieux et aux vieilles de notre société. On y oblige Virginie de Marieville à prendre le chemin de l'hospice même si elle aimerait mieux mourir chez elle avec les chiens, les chats et les cochons qu'elle héberge. Bien qu'elle ne fasse pas de mal à personne, elle ne vit pas dans le bon sens des normes. On doit donc la faire rentrer dans le rang en tuant ses bêtes et en la déportant avec violence de tout son passé. Si l'histoire est toute mince, la façon que Ferron a de la dire touche au sublime. Quelques pages à peine et on en perd vite l'envie de sortir de ce lit douillet qu'est la jeunesse.

Jacques Ferron parle en connaisseur, lui qui a passé sa vie à avoir peur de devenir sénile. C'est d'abord ce que nous apprennent les lettres qu'il écrivit à François Hébert alors que tout se défaisait en lui. Sa santé physique s'en allait à vau-l'eau, menaçant l'écrivain de s'en prendre à ce génie créateur dont l'abus des médicaments rendait de plus en plus périlleux l'exercice. Assombri par l'échec que fut pour lui l'écriture du *Pas de Camelin*, Ferron se désespère rien qu'à penser à ce qu'il est en train de devenir, quelqu'un qui, se survivant à lui-même, se retrouve tout entier du bord de la mort. Ça se situe un peu au-delà du tragique, dans la douleur de deux tentatives ratées de suicide. Ferron lui-même en parle avec une certaine impudeur que François Hébert n'est pas sans encourager, comme s'il voulait vraiment qu'on sache que lui, correspondant privilégié, a su avant tout le monde l'état lamentable dans lequel Ferron se trouvait parce que le langage n'était plus pour lui que ce qui s'émiette quand on a traversé le miroir.

Ce qui aura toujours empêché Ferron de se prendre pour le grand écrivain qu'il était, c'était cette modestie un peu fausse dont il n'a jamais pu se délivrer. C'est la leçon que je tire de *Jacques Ferron, citoyen de Ville Jacques-Cartier*, écrit par Bertrand Laverdure, et qui fait état des vingt années que Ferron a vécues à Longueuil, sur ce Coteau-Rouge si parlant dans *L'amélanchier*, et sur ce chemin de Chambly où il avait son bureau de médecin. Le petit ouvrage de Laverdure complète admirablement bien la connaissance qu'on avait jusqu'ici de Ferron. Il nous fait surtout comprendre l'humanisme d'un médecin compétent, d'un écrivain engagé dans sa société et d'un citoyen qui avait tout compris quand il a écrit:

« On est d'abord d'un bout de rue, puis d'un quartier, puis d'un village, puis d'une ville, puis d'une province. Par la suite, si la chose adonne, on est aussi d'un pays. »

VICTOR-LÉVY BEAULIEU

Textes épars, édition préparée par Pierre Cantin, Luc Gauvreau et Marcel Olscamp, Lanctôt Éditeur, Montréal, 2000.

Vous blaguez sûrement, correspondance de Jacques Ferron et de François Hébert, édition préparée et présentée par François-Simon Labelle, Lanctôt Éditeur, Montréal, 2000.

Bertrand Laverdure, *Jacques Ferron, citoyen de Ville Jacques-Cartier*, Société d'histoire de Longueuil, Longueuil, 2000.